

La liberté d'expression au Togo serait-elle mise en quarantaine en période de crise?

Dépêche No. 216, Afrobaromètre | Ezéchiel A. Djallo

Résumé

La dernière décennie au Togo est marquée par une amélioration des libertés politiques et civiles (Freedom House, 2018). Toutefois, le chemin reste encore long pour passer de son statut de pays partiellement libre au statut de pays libre établis par Freedom House. Les crises sociopolitiques constituent, entre autres, un frein à cette évolution puisqu'elles conduisent souvent aux violations des droits de l'homme.

Or, le Togo traverse depuis août 2017 une crise sociopolitique qui a conduit à de répressions violentes et à de nombreuses arrestations (Togo-Online, 2018; Togoactualité, 2017; Togosite, 2017). Cette situation affecterait-elle les libertés publiques des Togolais, en l'occurrence la liberté d'expression?

Le dernier sondage d'Afrobaromètre au Togo révèle qu'après avoir fait un pas en avant en matière de liberté d'expression, le pays a fait deux pas en arrière. Une chute de 21 points de pourcentage depuis 2014 au niveau national est plus saisissante dans les régions les plus touchées par la crise. Ainsi, la région Centrale, d'où sont parties les marches de protestations et qui est restée l'épicentre de la crise (Togo-Online, 2018), connaît la plus grande chute du niveau de liberté d'expression. Sur une liste de 13 pays africains où le même sondage a été mené, le Togo occupe le dernier rang en matière de liberté d'expression. De plus, c'est le pays qui connaît la plus importante baisse du niveau de liberté d'expression entre les deux dernières séries du sondage.

Dans un contexte de crise sociopolitique où la tentation de succomber aux dérives et exactions est forte, ces résultats interpellent à plus de vigilance afin d'assurer, quelles que soient les circonstances, les droits les plus fondamentaux des populations.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans 37 pays africains entre 1999 et 2015, et la Série 7 (2016/2018) est en cours. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Togo, dirigée par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), a interviewé 1.200 adultes togolais en novembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Togo en 2012 et 2014.

Résultats clés

- La proportion de Togolais qui se sentent « assez libres » ou « entièrement libres » d'exprimer leurs opinions est passée de 49% en 2012 à 60% en 2014 mais a décliné

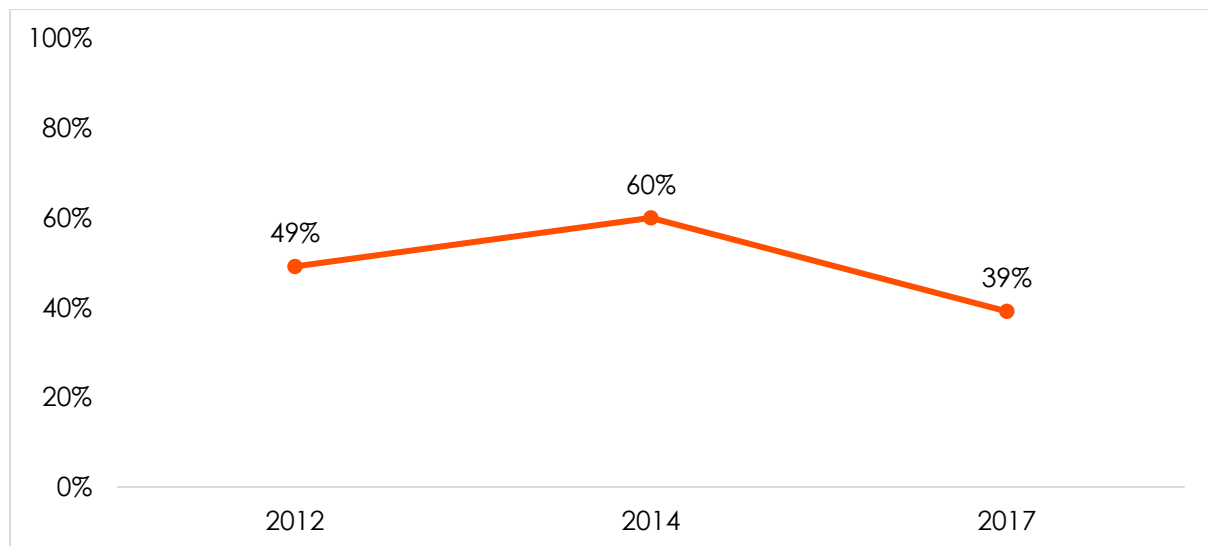
jusqu'à 39% en 2017. La majorité des citoyens ne se sentent « pas très libres » (31%) ou « pas du tout libres » (27%).

- Les habitants de la zone rurale semblent un peu plus libres d'exprimer leurs opinions que ceux de la zone urbaine, 41% contre 36%.
- Les habitants des régions des Savanes, de Kara, et Centrale paraissent plus libres d'exprimer leurs opinions que ceux des autres régions.
- Mais c'est la région Centrale qui a connu la plus grande chute: Le niveau de liberté d'expression y est passé de 75% à 45% entre 2014 et 2017, soit une chute de 30 points. La région de Kara a, quant à elle, connu la plus faible baisse, passant ainsi de 70% à 57%, soit une baisse de 13 points.
- Le Togo occupe le dernier rang d'une liste de 13 pays africains classés suivant le niveau de liberté d'expression en 2016/2017. De plus, c'est le Togo qui enregistre la plus grande baisse du niveau de liberté d'expression entre les deux dernières séries de l'enquête d'Afrobaromètre.

La liberté d'expression au Togo est en perte de vitesse

En 2014, six Togolais sur 10 déclaraient être « assez libres » ou « entièrement libres » d'exprimer leurs opinions. Il s'agissait là d'une amélioration d'environ 10 points par rapport au niveau de liberté d'expression dans le pays deux ans plus tôt. En 2017, c'est seulement quatre Togolais sur 10 (39%) qui déclarent se sentir libres d'exprimer leurs opinions, ce qui constitue une chute de 21 points par rapport au niveau en 2014 (Figure 1).

Figure 1: Évolution du niveau de liberté d'expression | Togo | 2012-2017

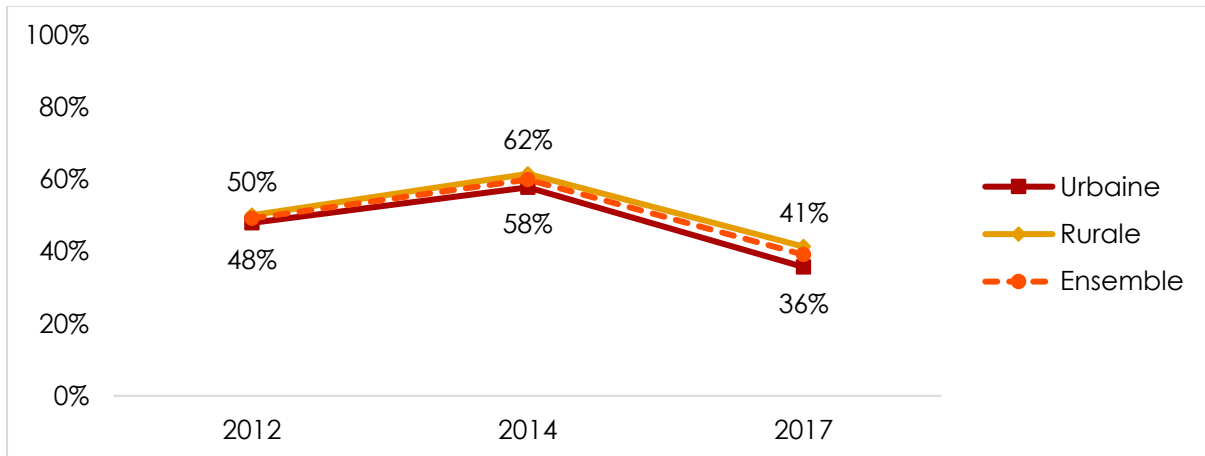


Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% qui répondent « assez libre » ou « entièrement libre »)

La Figure 2 étudie la corrélation entre la liberté d'expression et la zone de résidence.¹ Il en résulte que les habitants de la zone rurale sont un peu plus libres d'exprimer leurs opinions que ceux de la zone urbaine, 41% contre 36%.

¹ Il faut noter qu'étant donné la taille réduite des sous-échantillons, les généralisations relatives aux sous-populations devraient être faites avec précaution en raison d'une plus grande marge d'erreur d'échantillonnage, c'est-à-dire plus grande que la marge de +/-3% du sondage.

Figure 2: Niveau de liberté d'expression | selon le milieu de résidence | Togo | 2012-2017

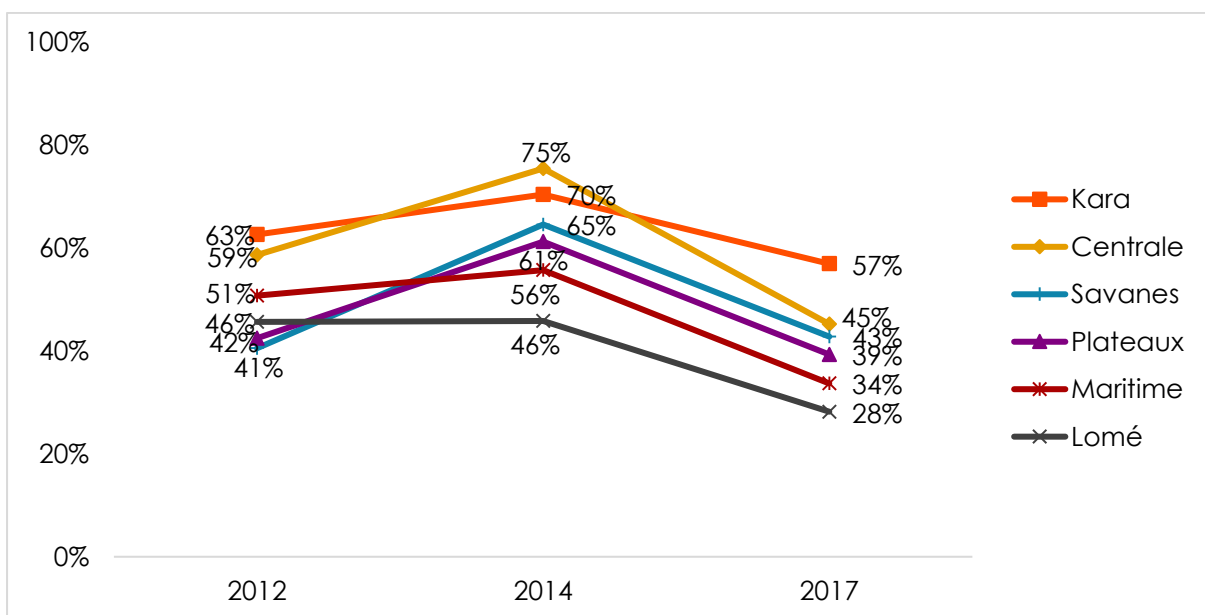


Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% qui répondent « assez libre » ou « entièrement libre »)

Certaines régions paraissent plus libres que d'autres. Les populations de Lomé (28%), de la région Maritime (34%), et de la région des Plateaux (39%) sont moins libres d'exprimer leurs opinions que celles des autres régions. La baisse du niveau de liberté d'expression touche, mais dans des proportions différentes, toutes les régions (Figure 3).

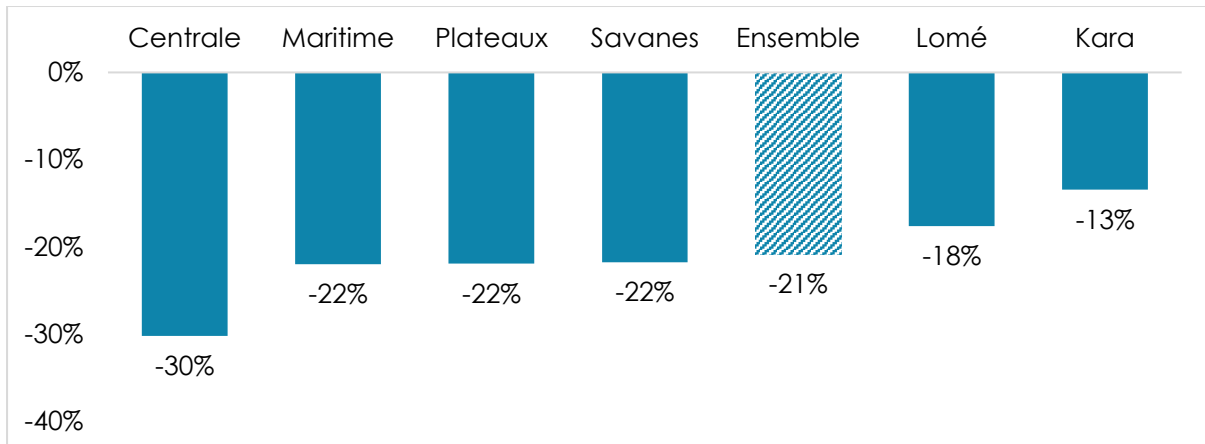
La région Centrale est celle qui a connu la plus nette chute, passant de 75% à 45% entre 2014 et 2017, soit une chute de 30 points de pourcentage. À l'inverse, la région de Kara enregistre la plus faible baisse (de 13 points). Etant donné la place importante de la région Centrale dans les marches de protestations, il y a donc de fortes raisons de penser que la crise actuelle que traverse le pays est à l'origine de la forte baisse du niveau de liberté d'expression dans le pays.

Figure 3: Niveau de liberté d'expression | selon la région | Togo | 2012-2017



Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% qui répondent « assez libre » ou « entièrement libre »)

Figure 4: Écart entre les niveaux de liberté d'expression de 2014 et de 2017 | selon la région | Togo | 2014-2017

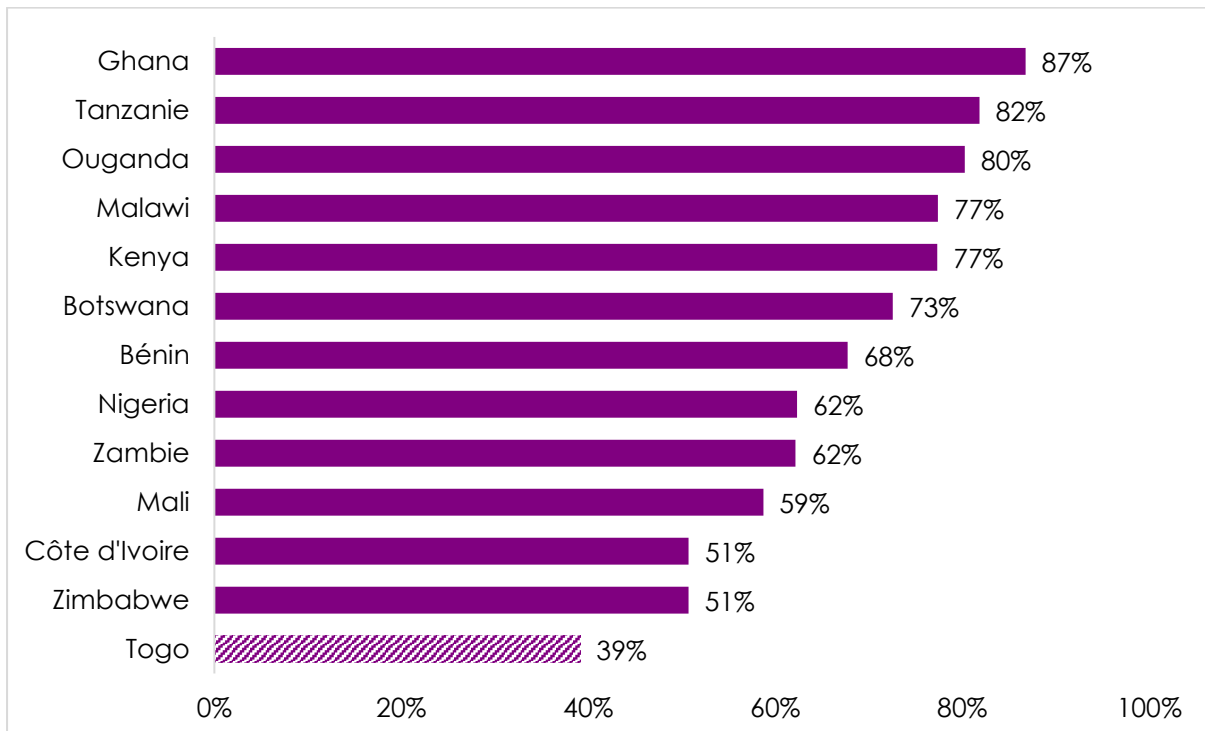


Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% qui répondent « assez libre » ou « entièrement libre »)

Le Togo occupe la queue du peloton composé de 13 pays africains

La Figure 5 ci-dessous classe 13 pays où le sondage d'Afrobaromètre a déjà été mené en 2016/2017 suivant le niveau de liberté d'expression. Le Ghana (87%), la Tanzanie (82%), et l'Ouganda (80%) occupent le podium alors que le Togo (39%), le Zimbabwe (51%), et la Côte d'Ivoire (51%) occupent la queue du peloton. Il faut noter que le Togo est le seul pays de cette liste où moins de la moitié de la population se sentent libres d'exprimer leurs opinions.

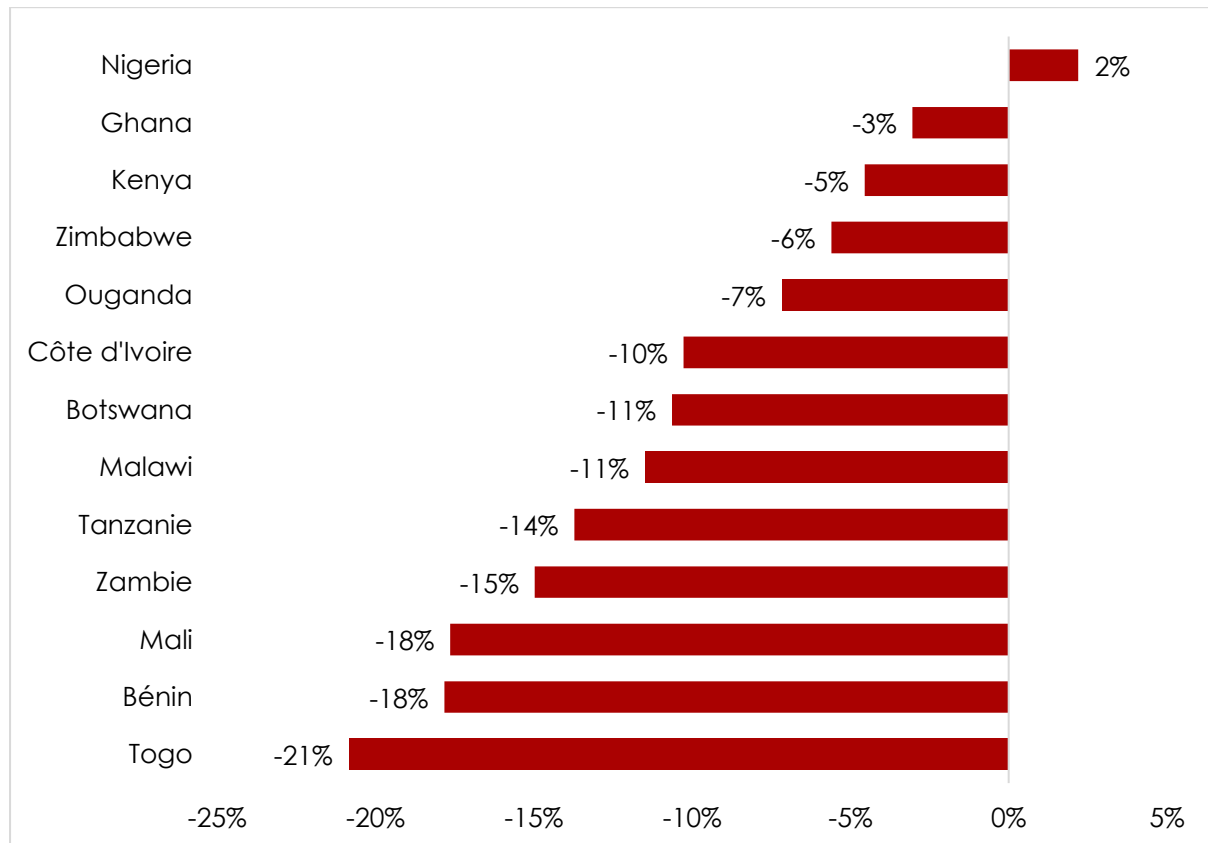
Figure 5: Niveau de liberté d'expression | 13 pays africains | 2017



Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% qui répondent « assez libre » ou « entièrement libre »)

Même si la tendance est à la baisse dans tous les pays à l'exception du Nigeria, qui semble avoir connu une légère hausse, le Togo fait toujours exception en étant le pays qui a connu la plus importante baisse (de 21 points) entre les deux dernières séries du sondage.

Figure 6: Écart entre les niveaux de liberté d'expression des deux dernières séries du sondage | 13 pays africains | 2013-2017



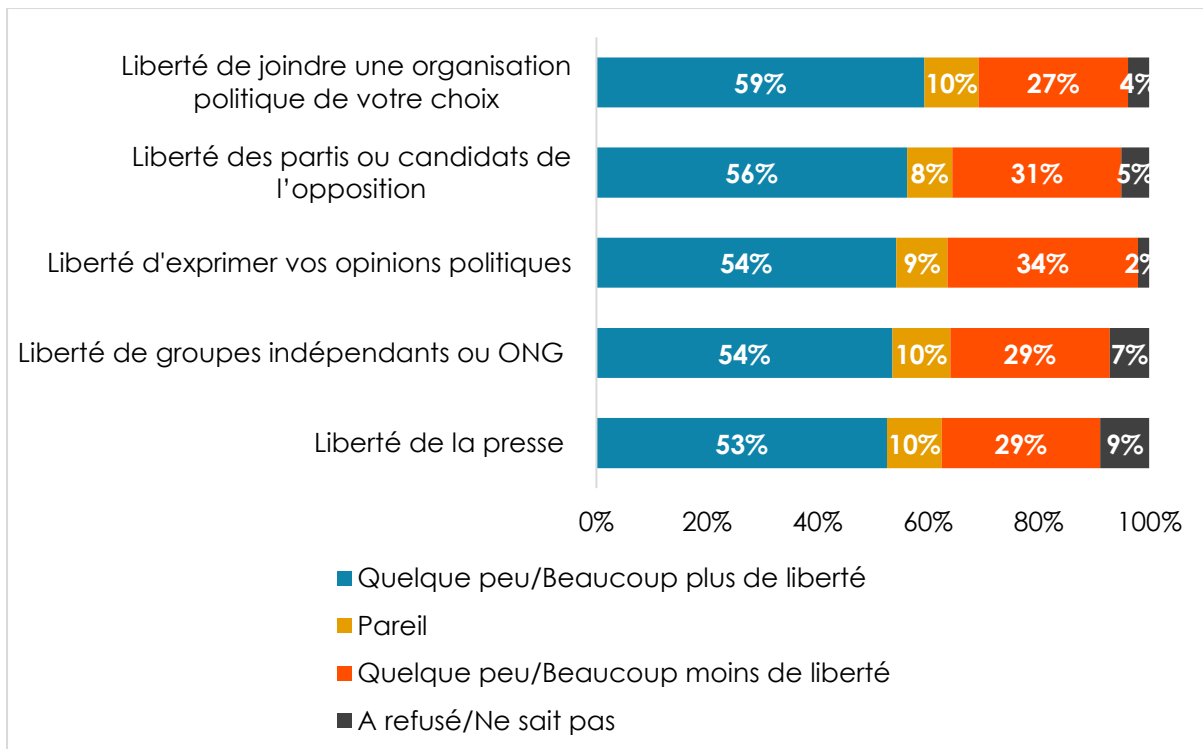
Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions? (% qui répondent « assez libre » ou « entièrement libre »)

Il y a aujourd'hui au Togo plus de libertés civiles comparativement à quelques années en arrière

Cinq à six Togolais sur 10 pensent qu'il y a aujourd'hui plus de liberté, en comparaison à quelques années en arrière (Figure 7). À l'inverse, c'est environ trois Togolais sur 10 qui pensent qu'il y a aujourd'hui « beaucoup moins » ou « quelque peu moins » de liberté. La liberté d'adhésion à une organisation politique de son choix est la liberté dont l'amélioration est la plus partagée par les Togolais (59%), et la liberté de presse d'enquêter et communiquer sur les travers du gouvernement ou de critiquer les actions ou la performance du gouvernement est celle dont l'amélioration est la moins partagée (53%).

Le fait que plus de la moitié des Togolais (54%) pensent qu'il y a aujourd'hui plus de liberté d'exprimer ses opinions politiques comparativement à quelques années en arrière n'est pas forcément en contradiction avec le résultat selon lequel le niveau de liberté d'expression des Togolais a fortement chuté entre 2014 et 2017. Au fait, la comparaison à quelques années en arrière ne fixe pas de repère dans le passé, et il est fort probable que beaucoup des enquêtés ont comparé le niveau de liberté aujourd'hui par rapport aux années du feu Président Eyadema Gnassingbé où les libertés civiles étaient beaucoup plus restreintes qu'aujourd'hui.

Figure 7: Niveau des libertés civiles aujourd'hui comparativement à quelques années en arrière | Togo | 2017



Questions posées aux répondants: Veuillez me dire s'il y a aujourd'hui plus ou moins de liberté par rapport aux questions suivantes en comparaison à quelques années en arrière, ou les choses sont-elles pareilles:

- La liberté individuelle d'exprimer vos opinions politiques?
- La liberté individuelle de vous joindre à une organisation politique de votre choix?
- La liberté de la presse d'enquêter et communiquer sur les travers du gouvernement ou de critiquer les actions ou la performance du gouvernement?
- La liberté de groupes indépendants ou organisations non-gouvernementales de s'exprimer, se réunir ou défendre leurs idées sans pression, y compris de critiquer le gouvernement s'ils le désirent?
- La liberté des partis ou candidats de l'opposition de s'exprimer ou organiser des meetings, exprimer leurs idées, ou critiquer le gouvernement?

Conclusion

Après avoir fait un bond de 10 points entre 2012 et 2014, le niveau de liberté d'expression au Togo a fortement chuté en 2017, avec un recul de 21 points de pourcentage. Comparé à une douzaine de pays africains où les mêmes sondages sont menés, le Togo occupe le dernier rang – avec la plus grande chute – en termes de niveau de liberté d'expression. Si la crise sociopolitique que traverse le pays depuis août 2017 peut être un facteur explicatif de cette conjoncture, ceci amène à questionner la qualité de ce droit fondamental des populations et à se demander s'il ne serait garanti qu'en temps normal.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Freedom House. (2018). Freedom in the world data and resources.
<https://freedomhouse.org/sites/default/files/Country%20and%20Territory%20Ratings%20and%20Statuses%20FIW1973-2018.xlsx>.
- Togoactualité. (2017). Crise togolaise: Le CACIT déplore 14 morts et 400 arrestations depuis le 19 août 2017. <https://www.togoactualite.com/crise-togolaise-cacit-deplore-14-morts-400-arrestations-19-aout-2017/>.
- Togo-Online. (2018). Sokodé: Terreur sur la ville, les populations obligées de fuir pour trouver refuge ailleurs. <https://togo-online.co.uk/togo/sokode-terreur-sur-la-ville-les-populations-obligees-de-fuir-pour-trouver-refuge-ailleurs/>.
- Togosite. (2017). Togo: Arrestation tôt ce matin de l'Imam Alfa Abdoul Wahid à Bafilo.
<http://www.togosite.com/index.php/togo/9122-togo-arrestation-tot-ce-matin-de-l-imam-alfa-abdoul-wahid-a-bafilo>.

Ezéchiél A. Djallo est chercheur au Center for Research and Opinion Polls (CROP) à Lomé au Togo. Email: ezechiel.djallo@crop-africa.org.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Étatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akitoe@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 216, Afrobaromètre | 27 juin 2018